



## Assemblée générale

Distr. générale  
27 mai 2021  
Français  
Original : anglais

Soixante-quinzième session  
Point 169 de l'ordre du jour  
Financement de l'Opération hybride Union  
africaine-Nations Unies au Darfour

**Opération hybride Union africaine-Nations Unies  
au Darfour : rapport sur l'exécution du budget  
de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020  
et projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet  
2021 au 30 juin 2022**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Ressources approuvées pour 2019/20	514 505 600
Dépenses de 2019/20	509 292 600
Solde inutilisé de 2019/20	5 213 000
Crédits ouverts pour 2020/21 <sup>a</sup>	484 687 100
Montant estimatif des dépenses de 2020/21 <sup>b</sup>	484 238 300
Montant estimatif du solde inutilisé de 2020/21 <sup>b</sup>	448 800
Projet de budget du Secrétaire général pour 2021/22	82 397 100
Ajustement recommandé par le Comité consultatif pour 2021/22	(1 341 200)
Recommandation du Comité consultatif pour 2021/22	81 055 900

<sup>a</sup> Somme des crédits ouverts pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021, d'un montant brut de 438 962 800 dollars (montant net : 423 744 000 dollars), et des engagements autorisés d'un montant de 45 724 300 dollars pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2021. Dans sa résolution 75/251 B, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager au titre de l'Opération des dépenses d'un montant maximum de 45 724 300 dollars pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2021, compte tenu du montant de 240 182 900 dollars pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2020 et du montant de 198 779 900 dollars pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2021 qu'elle avait déjà autorisés pour l'Opération. Les ressources autorisées d'un montant de 45 724 300 dollars représentent une diminution d'un montant de 1 000 000 de dollars par rapport au montant proposé par le Secrétaire général.

<sup>b</sup> Montant estimatif au 28 mai 2021



## I. Introduction

1. Aux fins de son examen du financement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a reçu des renseignements supplémentaires et des éclaircissements de la part des représentants du Secrétaire général, lesquels lui ont fait parvenir des réponses écrites le 19 mai 2021. On trouvera les observations et recommandations du Comité consultatif sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général dans son rapport portant la cote [A/75/822](#), et celles qui portent sur les constatations et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020 dans son rapport correspondant, paru sous la cote [A/75/829](#).

## II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020

2. Dans sa résolution [74/261](#) B, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir, au titre de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020, un crédit d'un montant brut de 514 505 600 dollars des États-Unis (montant net : 500 319 300 dollars) destiné à financer le fonctionnement de l'Opération, y compris le montant brut de 388 198 700 dollars (montant net : 377 477 100 dollars) qu'elle avait approuvé antérieurement pour l'Opération pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 31 mars 2020. Les dépenses engagées pendant l'exercice considéré se sont élevées à 509 292 600 dollars (montant brut ; montant net : 492 643 400 dollars), pour des ressources approuvées d'un montant de 514 505 600 dollars, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 99,0 %, soit un taux inférieur au taux de 99,9 % enregistré concernant l'exercice 2018/19.

3. Le solde inutilisé qui en a résulté, d'un montant de 5 213 000 dollars (montant brut), représente 1,0 % du montant total des ressources approuvées pour l'exercice et découle de la combinaison des facteurs suivants : a) des dépenses opérationnelles inférieures aux prévisions (10 001 900 dollars, soit 7,9 %), principalement en raison du fait que les dépenses au titre des voyages officiels ont été moins élevées que prévu à cause de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), de même que celles au titre du fret, des services contractuels individuels et des activités relatives aux programmes, étant donné les restrictions des déplacements liées à la pandémie ; b) un dépassement des crédits au titre du personnel en tenue (1 358 000 dollars, soit 0,6 %), qui s'explique essentiellement par des dépenses plus élevées que prévu au titre de l'indemnité de subsistance (missions) versée aux membres de la police des Nations Unies et par le fait que les dépenses afférentes au personnel civil ont été supérieures aux prévisions (3 430 900 de dollars, soit 2,1 %), ce qui tient principalement à l'augmentation du coefficient d'ajustement applicable au personnel recruté sur le plan international en poste au Soudan et à la progression de la classe et de l'échelon moyens du personnel recruté sur le plan national pendant l'exercice. On trouve une analyse détaillée des écarts à la section IV du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de l'Opération pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020 ([A/75/865](#)).

4. Au cours de l'exercice 2019/20, un montant de 1 408 600 dollars a été réaffecté de la catégorie III (Dépenses opérationnelles) à la catégorie I (Militaires et personnel de police) pour couvrir les indemnités de subsistance (missions) versées aux membres de la police des Nations Unies, qui ont été plus élevées que prévu principalement du fait de la modification des modalités d'hébergement. Un montant de 3 467 600 dollars

a également été réaffecté de la catégorie III (Dépenses opérationnelles) à la catégorie II (Personnel civil) en vue de couvrir : a) des traitements plus élevés que prévu pour le personnel recruté sur le plan international en raison de l'augmentation du coefficient d'ajustement au cours de l'exercice ; b) des traitements plus élevés que prévu pour le personnel recruté sur le plan national en raison de la progression de la classe et de l'échelon moyens. Il a été possible de réaffecter des ressources de la catégorie III (Dépenses opérationnelles) du fait principalement de la sous-utilisation des crédits ouverts aux rubriques Opérations aériennes et Fournitures, services et matériel divers (ibid., par.101).

#### *Questions relatives au rapport du Comité des commissaires aux comptes*

5. Lors de l'examen des rapports du Secrétaire général sur le financement de la MINUAD, le Comité consultatif était également saisi du rapport du Comité des commissaires aux comptes (CCC) sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2020 (A/75/5 (Vol. II), chap .II). Dans son rapport, le CCC a fait des observations et des recommandations relatives à la MINUAD sur les questions suivantes : a) les postes vacants pour de courtes et longues périodes (ibid., par.189) ; b) la gestion des armes et des munitions (ibid., par. 236 et 237) ; c) les enseignements tirés des sentences arbitrales (ibid., par. 292) ; d) le retrait de la MINUAD, en particulier en ce qui concerne la cession des stocks accumulés et le transfert de responsabilités concernant une tour de transmission (ibid., par. 314 et 318). **Le Comité consultatif souscrit aux recommandations relatives aux questions administratives et budgétaires du Comité des commissaires aux comptes et compte qu'elles seront appliquées dans les plus brefs délais.**

### **III. Informations sur l'exécution du budget de l'exercice en cours**

6. Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager au titre de la MINUAD, pour l'exercice financier allant du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021, des dépenses, avec mise en recouvrement, d'un montant maximum a) de 240 182 900 dollars pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2020 (résolution 74/261 C) et b) de 198 779 900 dollars pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2021 (résolution 75/251 A). Il rappelle également que le montant total des ressources, soit 484 687 100 dollars, représente la somme des crédits ouverts, d'un montant brut de 438 962 800 dollars (montant net : 423 744 000 dollars), et des ressources de 45 724 300 dollars approuvées en vertu d'une autorisation d'engagement de dépenses pour la période de janvier au 30 juin 2021 (résolution 75/251 B).

7. En ce qui concerne les dépenses effectives et le montant estimatif des dépenses de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021, le Comité consultatif a été informé qu'au 31 mars 2021, le montant des dépenses s'établissait à 334 578 100 dollars, pour des crédits ouverts d'un montant total de 484 687 100 dollars. Ayant demandé des précisions, le Comité a appris qu'à la fin de l'exercice en cours, le montant total des dépenses devrait atteindre 484 238 300 dollars, soit un solde inutilisé de 448 800 dollars. **Le Comité consultatif compte que des informations actualisées sur les dépenses engagées récemment par la MINUAD et sur le solde inutilisé seront fournies à l'Assemblée générale au moment où elle examinera le présent rapport.**

8. Au 30 avril 2021, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la MINUAD depuis sa création s'établissait à 16 833 014 000 dollars. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 16 664 166 000 dollars,

le montant restant dû s'élevant donc à 168 848 000 dollars. Au 26 avril 2021, le solde de trésorerie de l'Opération se montait à 93 492 000 dollars, soit un montant suffisant pour constituer la réserve de trésorerie correspondant à trois mois de dépenses (78 894 000 dollars) (compte non tenu des remboursements aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police). **Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale a exhorté maintes fois tous les États Membres à s'acquitter ponctuellement, intégralement et sans conditions des obligations financières que leur imposait la Charte des Nations Unies.**

9. Le Comité consultatif a été informé que les demandes de remboursement des dépenses afférentes aux contingents présentées jusqu'en septembre 2020 avaient donné lieu à un règlement, le montant restant dû s'établissant à 64 901 800 dollars au 31 décembre 2020. Les demandes relatives au matériel appartenant aux contingents avaient été certifiées jusqu'à décembre 2020 et réglées jusqu'à mars 2020, le montant restant dû s'établissant à 43 958 900 dollars au 31 décembre 2020.

10. En ce qui concerne les indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité, le Comité consultatif a été informé qu'au 29 avril 2021, 228 demandes d'indemnisation avaient donné lieu à des versements d'un montant total de 8 943 000 dollars depuis la création de l'Opération et que 13 demandes étaient en instance de règlement.

11. **Le Comité consultatif compte que les demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité et les demandes de remboursement des dépenses relatives aux contingents et au matériel leur appartenant encore en instance seront réglées dans les plus brefs délais.**

## **IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022**

### **A. Mandat et hypothèses budgétaires**

12. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MINUAD dans sa résolution [1769 \(2007\)](#). Dans sa résolution [2559 \(2020\)](#), le Conseil a décidé de mettre fin au mandat de l'Opération à compter du 31 décembre 2020. Il a prié le Secrétaire général de commencer à réduire les effectifs de la MINUAD le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et d'achever avant le 30 juin 2021 le retrait de tous les effectifs militaires et civils de l'Opération, à l'exception des personnes indispensables à sa liquidation. De plus, il a décidé d'autoriser, pour la durée du retrait et de la liquidation de la MINUAD, le maintien d'une unité de garde composée d'effectifs existants de la MINUAD, afin de protéger le personnel, les installations et les biens de l'Opération.

13. Toujours dans sa résolution [2559 \(2020\)](#), le Conseil de sécurité a prié à nouveau le Secrétaire général de poursuivre et d'accélérer la planification et la gestion de la transition, conformément aux politiques, directives et meilleures pratiques établies, afin de faire en sorte que la transition de la MINUAD à la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) soit graduelle, échelonnée et efficace. Les hypothèses budgétaires, notamment les activités de liquidation et d'appui concernant la MINUAD pour l'exercice 2021/22 sont résumées à la section I.B du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget de l'Opération ([A/75/867](#)).

14. Le Secrétaire indique dans son rapport que la MINUAD a effectué la moitié du retrait opérationnel progressif demandé par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2559 \(2020\)](#), lequel doit s'achever le 30 juin 2021. D'ici la fin de la période de retrait, l'Opération devrait : a) avoir achevé le transfert des tâches de transition à la MINUATS ; b) finalisé le transfert de son portefeuille de programmes à l'équipe de

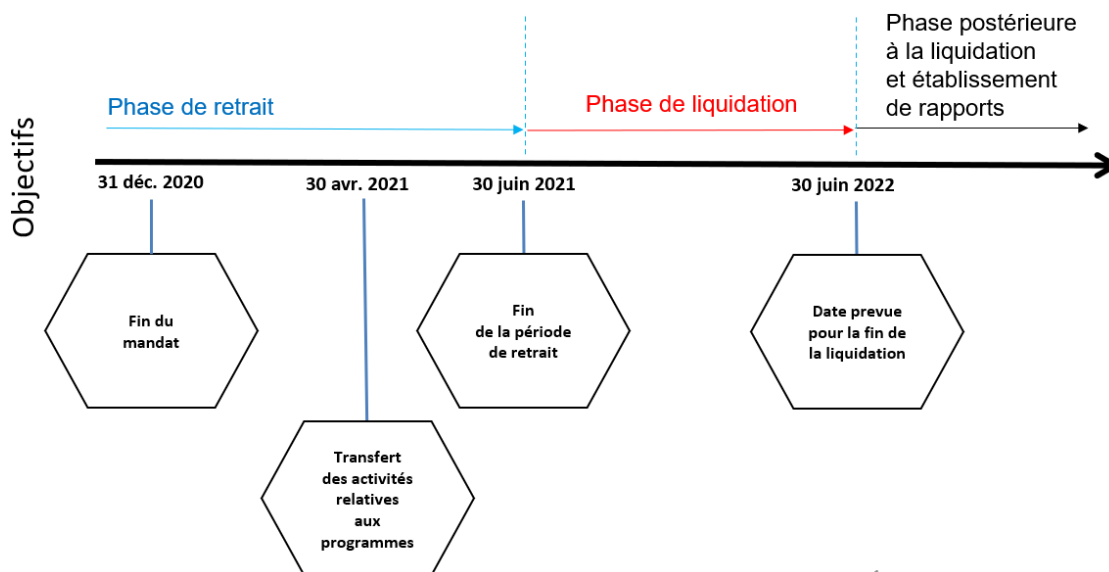
pays des Nations Unies ; c) être fermée physiquement, avoir mené à bien les activités de dépollution, contribué à identifier les utilisateurs civils finals et restitué un total de 14 bases d'opérations, à l'exception du camp d'El-Fasher, à partir duquel elle opérera pendant la période de liquidation proposée de 12 mois, ainsi qu'avec une présence limitée à Khartoum et à Port Soudan (ibid., par. 5).

15. Le Comité consultatif rappelle qu'il a été informé, comme suite à ses questions, que la MINUAD et la MINUATS avaient établi un mécanisme de coordination conjoint et adopté un cadre commun recensant les activités prioritaires à transférer dans les domaines suivants : appui politique au Soudan dans sa quête d'un règlement durable de la situation, consolidation de la paix et problèmes de protection. Bien que la MINUAD tire des enseignements de précédentes fermetures d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies (voir le par. 41 ci-dessous), sa transition est unique dans la mesure où la fin de son mandat est intervenue avant le retrait effectif de sa composante opérationnelle. Le Comité rappelle que la réduction des effectifs de l'Opération se fait lors d'une phase postérieure au mandat, par opposition à un retrait progressif, parallèlement à une réduction progressive des activités prescrites, comme c'est le cas dans d'autres opérations de maintien de la paix (A/75/839, par. 6).

16. Le Secrétaire général indique que pendant la période de liquidation, l'équipe chargée de la liquidation de la mission opérera à partir du camp d'El-Fasher et maintiendra une présence limitée à Khartoum et à Port Soudan. Le Bureau de liaison de Khartoum sera transféré à la MINUATS d'ici le 31 mai 2021, la MINUAD utilisant des locaux partagés pendant la période 2021/22. Le Secrétaire général indique en outre que d'ici la fin de la période de retrait, il est prévu que l'Opération aura cédé, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU, des biens d'une valeur d'acquisition d'environ 200 millions de dollars (100 millions de dollars en valeur résiduelle), y compris tous les biens immobiliers et actifs d'infrastructures dans tous les sites physiques à l'exception du camp d'El-Fasher, ainsi que les biens du complexe du Centre de recherches en agronomie et du *Centre des opérations de sécurité* commun à El-Fasher (A/75/867, par.8, 9 et 12). Le Comité consultatif a reçu des informations supplémentaires concernant l'état d'avancement actuel du retrait (voir la figure I).

Figure I

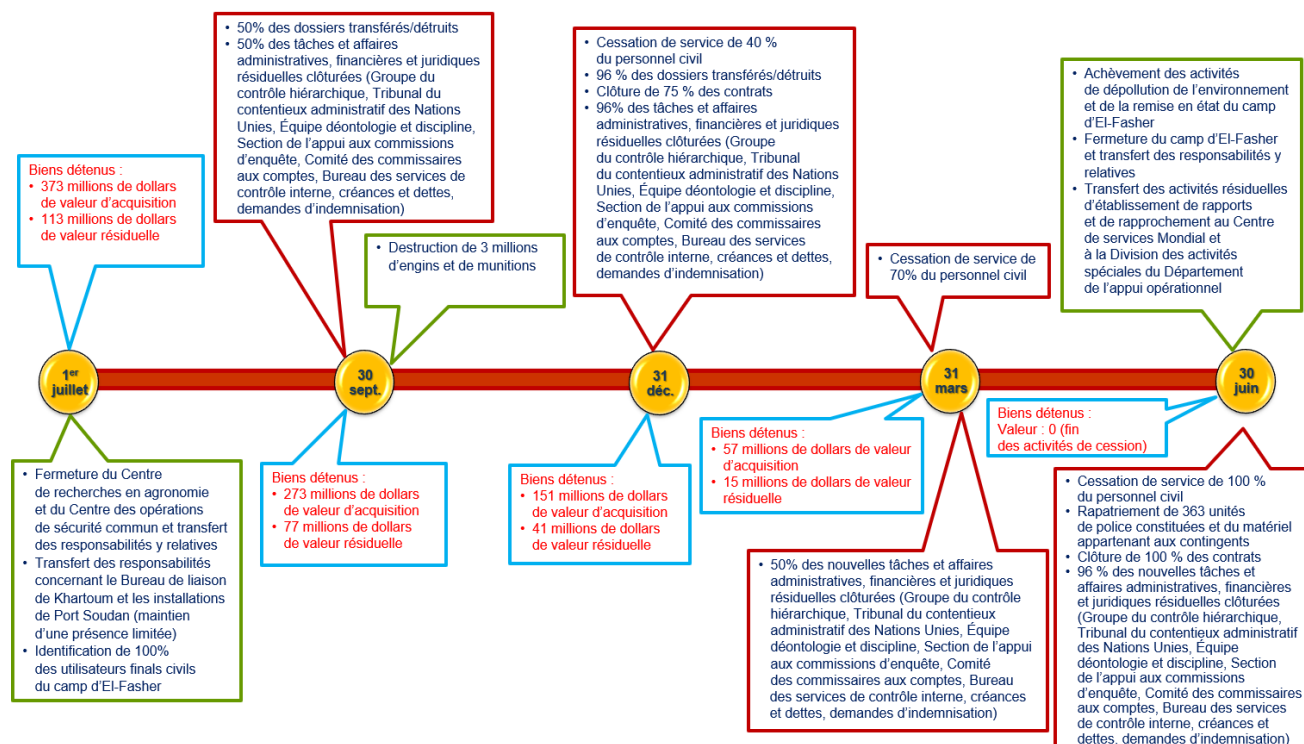
**Phases de retrait et de liquidation de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, en application de la résolution 2559 (2020) du Conseil de sécurité**



17. Le Comité consultatif a également reçu des informations concernant la durée de la période de liquidation, les activités à mener et le personnel nécessaire, ainsi que l'état d'avancement et le cadre du transfert des activités résiduelles de l'Opération à l'équipe de pays des Nations Unies (voir la figure II).

Figure II

**Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour : activités devant être menées pendant l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022**



18. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que, pendant la période de liquidation, la MINUAD restait exposée au risque de pillage en raison de la valeur réelle et perçue de ses biens, immobiliers notamment, et que, d'ici à la fin mars 2022, l'équipe de liquidation aurait réduit les biens de façon à en ramener la valeur résiduelle à 15 millions de dollars, cette valeur étant principalement liée aux actifs immobiliers du camp d'El-Fasher (voir la figure II). Le Comité a également été informé qu'étant donné que la protection était toujours nécessaire mais que les besoins seraient moins importants, le financement au titre de l'Unité de gardes des Nations Unies était proposé jusqu'au 31 mars 2022. Le Comité a appris que l'Opération tirait parti de l'amélioration de ses relations avec le Gouvernement hôte en resserrant sa coopération avec celui-ci dans le cadre d'une coopération technique solide : une équipe spéciale intersectorielle conjointe composée de représentants de tous les ministères concernés œuvrait à appuyer le retrait et la liquidation de la MINUAD. Il a par ailleurs appris que l'unité de gardes de la MINUAD n'assurerait la protection du périmètre intérieur que jusqu'au 31 mars, mais qu'un accord avait été conclu avec le Gouvernement soudanais, lequel déploierait une force de sécurité chargée de protéger le périmètre extérieur du camp pendant toute la période de liquidation (voir également le par. 22 ci-dessous).

19. Le Comité consultatif note que le retrait de l'Opération doit s'effectuer sur une période de six mois, du 31 décembre 2020 au 30 juin 2021, et que la liquidation doit s'étaler sur une période d'un an, du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin



2022. Bien qu'ayant conscience du fait que la MINUAD opère dans un environnement plus complexe que celui qu'ont connu d'autres missions pendant les phases de retrait et de liquidation, le Comité s'attendait à ce que la liquidation s'achève dans un délai plus limité. Il compte que des informations supplémentaires seront communiquées à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport.

## B. Ressources nécessaires

20. Les prévisions de dépenses de la MINUAD pour l'exercice 2021/22 se montent à 82 397 100 dollars, ce qui représente une diminution de 356 565 700 dollars (soit 81,2%) par rapport aux crédits de 438 962 800 dollars ouverts pour l'exercice 2020/21 (voir le tableau ci-dessous). Le Comité consultatif rappelle que le montant de 484 687 100 dollars représente la somme des crédits ouverts, d'un montant brut de 438 962 800 dollars (montant net : 423 744 000 dollars), pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021, et des engagements autorisés de 45 724 300 dollars pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2021.

### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin)

Catégorie de dépenses	Montant alloué 2019/20	Dépenses 2019/20	Montant alloué 2020/21	Dépenses au 31 mars 2021)	Dépenses prévues 2021/22	Variation	
						Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	226 194,8	227 552,8	188 642,4	131 442,8	13 317,0	(175 325,4)	(92,9)
Personnel civil	161 913,4	165 344,3	171 693,7	120 578,4	46 949,3	(124 744,4)	(72,7)
Dépenses opérationnelles	126 397,4	116 395,5	78 626,7	63 960,7	22 130,8	(56 495,9)	(71,9)
<b>Total</b>	<b>514 505,6</b>	<b>509 292,6</b>	<b>438 962,8</b>	<b>315 981,9</b>	<b>82 397,1</b>	<b>(356 565,7)</b>	<b>(81,2)</b>

Note : On trouvera aux sections II et III du projet de budget de l'Opération pour 2021/22 (A/75/867) des informations détaillées sur les ressources financières demandées et une analyse des variations.

### 1. Militaires et personnel de police

Catégorie	Effectif autorisé pour 2020/21 <sup>a</sup>	Effectif proposé pour 2021/22	Variation
Observateurs militaires	49	—	(49)
Membres des contingents	4 001	—	(4 001)
Police des Nations Unies	760	2 <sup>b</sup>	(758)
Membres d'unités de police constituées	1 740	360 <sup>b</sup>	(1 380)

<sup>a</sup> Niveau maximum de l'effectif autorisé.

<sup>b</sup> Les effectifs de la police des Nations Unies et des unités de police constituées sont proposés pour la période de juillet 2021 à mars 2022 ; aucune unité n'est proposée pour la période d'avril à juin 2022.

21. Le montant des dépenses prévues au titre des militaires et du personnel de police pour l'exercice 2021/22 s'élève à 13 317 000 dollars, ce qui représente une diminution de 175 325 400 dollars (92,9 %) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice 2020/21. Cela s'explique principalement par la combinaison des facteurs suivants : a) le retrait complet des observateurs militaires et des membres des contingents d'ici au 30 juin 2021, conformément à la résolution 2559 (2020) du

Conseil de sécurité ; b) le maintien de deux policiers hors unités constituées pour compléter l'unité de gardes pendant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 31 mars 2022, c'est-à-dire pendant la période de liquidation, avec application d'un coefficient de déploiement complet ; c) la diminution des ressources nécessaires attribuable au retrait échelonné des unités de police constituées dans le cadre du retrait et de la liquidation de l'Opération, en application de la résolution 2559 (2020), le maintien de 2 unités de police constituées avec un maximum de 180 personnes par unité pour compléter l'unité de gardes des Nations Unies pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 31 mars 2022, et l'application d'un coefficient de déploiement complet pour les membres des unités de police constituées pendant la période de liquidation (A/75/867, par. 67 à 70).

22. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que l'accord conclu avec le Gouvernement soudanais prévoyait le déploiement d'une force de sécurité composée de 206 militaires et de 50 policiers pour protéger le périmètre extérieur du camp et que les forces de sécurité soudanaises représenteraient la première ligne de défense du camp de la MINUAD à El-Fasher en cas de graves atteintes à la sécurité (voir le par. 18 ci-dessus). Le Comité a été informé que les hypothèses définies concernant la présence de personnel en tenue de la MINUAD pendant la phase de liquidation reposaient sur la coopération fructueuse avec le Gouvernement constatée au cours de la période récente. Il a également reçu des informations concernant la répartition des ressources demandées au titre des services de sécurité pour l'exercice 2021/22 (voir le tableau ci-après).

### Répartition des ressources demandées pour l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour au titre des services de sécurité pour l'exercice 2021/22

(En dollars des États-Unis)

<i>Services de sécurité</i>	<i>Lieu</i>	<i>Nombre de gardes</i>	<i>Coût estimatif total</i>
Services de protection diplomatique	El-Fasher	50	60 000
Dispositif de sécurité à Port Soudan	Port Soudan	—	36 000
Services de garde assurés par la force soudanaise, soit 206 personnes	El-Fasher	206	642 720
<b>Total</b>			<b>738 720</b>

23. Le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant les militaires et le personnel de police soient approuvées.

## 2. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2020/21</i>	<i>Effectif proposé pour 2021/22</i>	<i>Variation</i>
<b>Postes</b>			
Personnel recruté sur le plan international <sup>a</sup>	527	130	(397)
Personnel recruté sur le plan national <sup>b</sup>	872	155	(717)
Emplois de temporaire <sup>c</sup>	97	3	(94)
Volontaires des Nations Unies <sup>d</sup>	68	15	(53)



<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2020/21</i>	<i>Effectif proposé pour 2021/22</i>	<i>Variation</i>
Personnel fourni par des gouvernements	6	-	(6)
<b>Total</b>	<b>1 570</b>	<b>303</b>	<b>(1 267)</b>

<sup>a</sup> Un total de 130 postes soumis à recrutement international sont proposés pour la période de juillet à décembre 2021, ce nombre devant être ramené à 80 postes pendant la période de janvier à mars 2022 et à 40 postes pendant celle d'avril à juin 2022.

<sup>b</sup> Administrateurs et agents des services généraux. Un total de 155 postes soumis à recrutement national sont proposés pour la période de juillet à décembre 2021, ce nombre devant être ramené à 92 pendant la période de janvier à mars 2022 et à 46 pendant celle d'avril à juin 2022.

<sup>c</sup> Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions). Au total trois emplois de temporaire sont proposés pour la période de juillet à décembre 2021, ce nombre devant être ramené à zéro pendant la période de janvier à juin 2022.

<sup>d</sup> Au total 15 postes de Volontaire des Nations Unies recruté sur le plan international sont proposés pour la période de juillet à décembre 2021, ce nombre devant être ramené à 9 pendant la période de janvier à mars 2022 et à 4 pendant celle d'avril à juin 2022.

24. Le montant des dépenses prévues au titre du personnel civil pour l'exercice 2021/22 s'élève à 46 949 300 dollars, ce qui représente une diminution de 124 744 400 dollars (72,7 %) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice 2020/21. Le Secrétaire général indique que cette baisse des crédits demandés concerne toutes les catégories de personnel civil et est principalement due au retrait échelonné du personnel autre que celui nécessaire à la liquidation de l'Opération d'ici au 30 juin 2021, conformément à la résolution [2559 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité. À cet égard, le Secrétaire général propose de conserver pendant la période de liquidation les effectifs recensés ci-après, qui seront progressivement réduits au fur et à mesure de la clôture de l'Opération : a) jusqu'à 130 fonctionnaires recrutés sur le plan international ; b) jusqu'à 155 fonctionnaires recrutés sur le plan national, dont 13 administrateurs et 142 agents des services généraux ; c) jusqu'à 15 Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international. Il est proposé d'appliquer un coefficient de déploiement complet pour ces catégories de postes et d'emplois pendant la période de liquidation. La baisse des crédits demandés au titre des emplois de temporaire (autres que pour les réunions) est elle aussi due au retrait échelonné du personnel concerné d'ici au 30 juin 2021, toujours conformément à la résolution [2559 \(2020\)](#) ; elle est partiellement contrebalancée par la proposition de créer trois emplois de temporaire (autres que pour les réunions) pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2021. La baisse des crédits demandés au titre du personnel fourni par des gouvernements est imputable au retrait complet de cette catégorie de personnel d'ici au 30 juin 2021, conformément à la résolution [2559 \(2020\)](#).

### **Recommandations concernant les postes et les emplois de temporaire**

25. En ce qui concerne le personnel civil, 303 postes et emplois de temporaire sont proposés au total pour l'exercice 2021/22, contre les 1 570 approuvés pour l'exercice 2020/21. Des informations détaillées sur les propositions relatives au personnel sont fournies à la section I.C du rapport du Secrétaire général ; il y est question du retrait de toutes les catégories de personnel civil, dans le cadre du retrait progressif du personnel d'ici au 30 juin 2021, conformément à la résolution [2559 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité (voir le par. 24 ci-dessus) et de la création d'une équipe chargée de la réaffectation des fonctionnaires au sein de la Section de la gestion des ressources humaines à New York. Le Secrétaire général indique que l'équipe de liquidation sera dirigée par le Directeur de l'appui à la mission (D-2), qui sera responsable de la planification, de la mise en œuvre et du compte rendu des activités de liquidation, et

que, compte tenu de la nécessité d'aider la MINUAD à réaffecter les fonctionnaires titulaires d'engagements continus et permanents au sein du Secrétariat, il est proposé de constituer une équipe composée de trois titulaires d'emplois de temporaire (autres que pour les réunions), à savoir un(e) spécialiste des ressources humaines (P-4), un(e) spécialiste des ressources humaines (P-3) et un(e) assistant(e) chargé(e) des ressources humaines [agent(e) des services généraux (Autres classes)], affectés au Bureau de la Sous-Secrétaire générale aux ressources humaines à New York, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2021 ([A/75/867](#), par. 4 et 53 à 56).

26. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que, lors de la réflexion autour de la structure et de la composition de l'équipe de liquidation, la MINUAD avait pris note des effectifs de départ prévus au 1<sup>er</sup> juillet 2021, des effectifs nécessaires pour assurer le bon déroulement de la liquidation et du fait que tous les postes devraient être pourvus pendant la période de liquidation. Les effectifs seront réduits de 40 % au 1<sup>er</sup> janvier 2022 et de 30 % au 1<sup>er</sup> avril 2022, conformément aux objectifs ciblés qui ont été pris en compte dans les hypothèses budgétaires et les ressources proposées pour l'exercice 2021/22 (voir le tableau concernant le personnel civil ci-dessus). Le Comité a également reçu des informations détaillées concernant les objectifs trimestriels et les objectifs en matière de liquidation de l'équipe ainsi que la nécessité de conserver 90 membres du personnel civil à compter de juin 2022.

27. Le Comité consultatif a appris qu'au début de la période de liquidation, les biens à céder représenteraient une valeur résiduelle estimée à 113 millions de dollars et qu'il demeurerait un certain nombre d'activités administratives et financières résiduelles remontant à la période de retrait se terminant le 30 juin 2021, auxquelles s'ajouteraient des activités administratives et financières directement liées à la période de liquidation. En outre, il a appris que la MINUAD devrait faire face aux incertitudes liées aux conditions de sécurité et au climat politique au Darfour, où elle opérait, et qu'une accélération du calendrier des phases de retrait et de liquidation au cours de l'exercice 2021/22 compromettrait la réalisation des cibles et des objectifs fixés.

#### *Considérations relatives aux effectifs pendant la période de liquidation*

28. Il est indiqué que lors du processus de sélection du personnel de l'équipe chargée de la liquidation, il a également été tenu compte des compétences disponibles et utiles pour la période de liquidation ([A/75/867](#), par. 27). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la MINUAD avait commencé les travaux portant sur le cadre et la structure de l'équipe de liquidation et sur les critères d'éligibilité applicables à ses membres en mars 2020 et que ces travaux avaient constitué la base sur laquelle le plan de retrait avait été formulé. Il a été indiqué au Comité qu'en raison de la nature de la liquidation, la sélection des membres de l'équipe de liquidation ne serait pas fondée sur les statuts contractuels individuels mais plutôt sur les besoins fonctionnels, et que le personnel désigné pour intégrer l'équipe devait posséder l'expertise et les connaissances nécessaires pour pouvoir travailler pendant les phases de liquidation et de clôture de la MINUAD. Le Comité a également été informé que l'équipe de liquidation n'était pas soumise à la procédure d'examen comparatif et que si plus d'un membre du personnel qualifié pouvait prétendre à un emploi dans l'équipe, les critères de sélection seraient le type de contrat et l'ancienneté, conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU.

29. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que l'on s'était efforcé de respecter les directives formulées en 2019 par le Secrétaire général au sujet de la planification de la transition de la MINUAD, afin de fournir un cadre clair concernant le placement des fonctionnaires touchés par la réduction des effectifs,

l'objectif étant d'accroître les possibilités de réaffectation dans l'ensemble du Secrétariat ainsi que le recours à l'offre de conditions de départ, et de limiter les procédures contentieuses. À cet égard, les fonctionnaires se sont vu proposer une assistance sous différentes formes : formation, aide à la recherche d'emplois et à la réaffectation, et accompagnement ; mise en place d'une plateforme en ligne permettant de partager des informations avec l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies opérant au Soudan ; diffusion des vacances de poste publiées par des entités des Nations Unies, notamment par la MINUATS (voir également les par. 34 à 36 ci-dessous). Le Comité a reçu des informations concernant les activités de formation organisées entre le 1<sup>er</sup> juillet 2020 et le 31 mars 2021, avant la suppression du Centre intégré de formation du personnel des missions, et a été informé que la MINUAD a organisé au total 77 cours, dont 30 en ligne, qui ont porté sur 32 domaines thématiques et ont concerné 1 196 personnes, dont 182 membres du personnel recruté sur le plan international et 331 membres du personnel recruté sur le plan national, 110 Volontaires des Nations Unies ainsi que 278 militaires et 295 policiers.

30. En ce qui concerne les cessations de service, le Comité consultatif a été informé qu'au 11 mai 2021, 335 membres du personnel recruté sur le plan international et 792 membres du personnel recruté sur le plan national avaient quitté l'Organisation au cours de l'exercice 2020/21 et qu'une indemnité de départ n'avait été versée qu'aux fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent ou continu, la cessation de service des titulaires d'un engagement à durée déterminée ou d'un engagement temporaire étant intervenue à la date d'expiration prévue dans leurs lettres de nomination respectives. Le Comité a été informé que le budget du Secrétariat ne prévoyait aucun emploi dont les titulaires seraient chargés de faciliter le placement des fonctionnaires touchés par la réduction des effectifs et la suppression de postes, et que, bien que les dispositions 9.6 e) et 13.1 du Règlement du personnel de l'ONU imposent à l'Organisation l'obligation d'envisager le maintien des fonctionnaires recrutés sur le plan international concernés à des emplois appropriés dans l'ensemble du Secrétariat sans les soumettre à la procédure normale de sélection du personnel, le manque de ressources avait empêché l'Organisation de faire le nécessaire pour s'acquitter de son obligation malgré la clôture de la MINUAD.

31. Le Comité consultatif a appris qu'on s'était efforcé de trouver, au cas par cas, des emplois appropriés et d'examiner des propositions de placement par l'intermédiaire du Bureau de la Sous-Secrétaire générale aux ressources humaines et du Groupe du contrôle hiérarchique. En dépit de ces efforts, plus de 120 fonctionnaires de la MINUAD titulaires d'un engagement permanent ou continu risquent d'être licenciés et l'Organisation devra vraisemblablement faire face à des responsabilités financières importantes. À cet égard, le Comité a été informé que sur le montant de 2 054 000 dollars proposé au titre des demandes d'indemnisation, de la comptabilisation en pertes et des ajustements à la rubrique Fournitures, services et matériel divers, un montant de 1 600 000 dollars était demandé pour couvrir les frais découlant des éventuelles demandes d'indemnisation déposées par des membres du personnel civil touchés par la réduction des effectifs qui pourraient donner lieu à des procédures contentieuses.

32. Le Comité consultatif a en outre appris que la proposition de créer trois emplois de temporaire (autres que pour les réunions) visait à intensifier les efforts de placement des fonctionnaires sur les emplois les mieux adaptés à leurs connaissances et à leurs qualifications. Il incombera au personnel restant en poste à la Section de la gestion des ressources humaines de la MINUAD d'exécuter toutes les activités relatives à la cessation de service de l'ensemble des membres du personnel et au règlement des prestations auxquelles ils ont droit, tout en prêtant assistance à l'équipe

chargée des réaffectations en lui fournissant des informations sur les fonctionnaires titulaires d'engagements permanents ou continus et qu'il est envisagé de réaffecter.

**33. Le Comité consultatif note que le retrait et la liquidation de l'Opération interviennent dans un environnement difficile et en pleine pandémie. Il souligne néanmoins que les dispositions du Statut et du Règlement du personnel relatives au maintien des fonctionnaires titulaires d'engagements permanents ou continus, y compris celles relatives à l'égalité des genres, devront être respectées pendant la liquidation de l'Opération. En outre, il compte que toutes les mesures nécessaires seront prises pour limiter les coûts potentiels pour l'Organisation (voir également A/75/839, par. 10 b) et 16) et que des informations et justifications détaillées à cet égard seront fournies dans le cadre du prochain rapport sur l'exécution du budget.**

*Renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national*

34. Le Secrétaire général indique que l'Opération n'envisage pas de fournir une formation axée sur le renforcement des capacités aux 155 membres du personnel recrutés sur le plan national que devrait compter l'équipe de liquidation, étant donné qu'ils ont déjà reçu au cours de l'exercice 2020/21 une formation portant sur divers domaines identifiés comme favorables à l'évolution de carrière et à une autonomisation durable sur le plan personnel, notamment la cessation de service, les compétences non techniques, les compétences professionnelles et techniques et la durabilité après la MINUAD. Le Secrétaire général indique en outre que l'expérience directe qu'ils ont acquise lors des activités de liquidation permettra aux membres du personnel recrutés sur le plan national d'élargir et de renforcer leurs capacités et d'augmenter leurs chances de trouver un emploi au sein du système des Nations Unies ainsi que sur les marchés du travail locaux et internationaux, et que la MINUAD envisage de transférer, étant donné qu'il est autonome, son centre de formation au passeport de compétences informatiques international au Programme des Nations Unies pour le développement ou à l'université d'El-Fasher, sous réserve du respect du cadre réglementaire des Nations Unies (A/75/867, par. 27 et 28). **Compte tenu des perspectives qu'ouvrent le centre de formation au passeport de compétences informatiques international et son transfert imminent pour le personnel recruté sur le plan national, le Comité consultatif compte que de plus amples informations sur cette question, et en particulier sur la viabilité du centre, seront fournies dans le prochain rapport sur l'exécution du budget.**

35. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que depuis 2016 – lors de la première réduction des effectifs de l'Opération –, le programme de renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national avait proposé diverses sessions de formation et organisé deux salons de l'emploi et une série de cours sur le thème de l'organisation de son parcours de carrière et de la prise en charge de sa propre transition à Khartoum, à Zalingei et à El-Fasher, pour faciliter l'acquisition de compétences non techniques. Il a été indiqué au Comité qu'en février et en mars 2021, un programme de coaching et de mentorat à des fins de transformation avait été proposé afin d'aider les membres du personnel recruté sur le plan national à assurer la viabilité des divers parcours professionnels et moyens de subsistance alternatifs qu'ils ont choisis, et que d'autres initiatives étaient en cours (voir le par. 29 ci-dessus).

**36. Le Comité consultatif prend bonne note des efforts déployés par la MINUAD pour aider le personnel recruté sur le plan national à étoffer sa gamme de connaissances et de compétences et compte que le soutien nécessaire sera apporté aux personnes concernées pour les aider à trouver des possibilités d'emploi pendant la réduction des effectifs et le retrait de l'Opération.**

**37. Le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant le personnel civil soient approuvées.**

**3. Dépenses opérationnelles**

(En milliers de dollars des États-Unis ; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin)

Catégorie	Montant alloué 2019/20	Dépenses 2019/20	Montant alloué 2020/21	Dépenses au 31 mars 2021	Dépenses prévues 2021/22	Variation	
		(1)	(2)		(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—	—	—
Consultants et services de consultants	196,1	228,2	136,1	149,2	—	(136,1)	(100,0)
Voyages officiels	2 184,7	1 631,0	2 005,3	1 120,4	723,0	(1 282,3)	(63,9)
Installations et infrastructures	17 432,3	17 362,1	13 413,8	11 051,4	5 396,9	(8 016,9)	(59,8)
Transports terrestres	3 322,7	2 409,8	1 777,0	1 376,5	432,9	(1 344,1)	(75,6)
Opérations aériennes	37 252,1	33 338,5	26 823,4	24 934,6	3 790,5	(23 032,9)	(85,9)
Opérations maritimes ou fluviales	5,2	22,4	—	18,5	—	—	—
Communications et informatique	14 523,5	11 256,8	12 283,4	9 651,6	292,9	(8 990,5)	(73,2)
Santé	803,3	4 042,3	1 366,1	1 034,0	479,4	(886,7)	(64,9)
Matériel spécial	—	—	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	50 677,5	46 104,4	20 821,6	14 624,5	8 015,2	(12 806,4)	(61,5)
Projets à effet rapide	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>126 397,4</b>	<b>116 395,5</b>	<b>78 626,7</b>	<b>63 960,7</b>	<b>22 130,8</b>	<b>(56 495,9)</b>	<b>(71,9)</b>

38. La diminution des ressources demandées pour 2021/22 s'explique par la réduction des besoins au titre de l'ensemble des rubriques dans le cadre du retrait et de la liquidation de l'Opération, auxquels il est procédé en application de la résolution [2559 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité ([A/75/867](#), sect. III).

**39. Le Comité consultatif prend note de la réduction des ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles pour 2021/22, mais il n'est pas convaincu que les explications fournies justifient pleinement les montants énumérés ci-dessous. Compte étant également tenu de la sous-utilisation de certains crédits et des effets que la pandémie de COVID-19 continuera probablement d'avoir, le Comité formule les observations et recommande les ajustements qui suivent :**

a) Installations et infrastructures : les ressources proposées, d'un montant de 5 396 900 dollars, font apparaître une diminution de 8 016 900 dollars (59,8 %). Au 31 mars 2021, le montant total des dépenses enregistrées pour l'exercice 2020/21 s'élevait à 11 051 400 dollars, pour un montant alloué de 13 413 800 dollars. Le Comité consultatif note le faible taux d'utilisation des crédits au titre de plusieurs rubriques, notamment en ce qui concerne les travaux de construction, de transformation, de rénovation et de gros entretien (le montant des dépenses s'est élevé à 58 300 dollars pour un montant alloué de 1 183 100 dollars). **Le Comité consultatif recommande de réduire de 10 % (soit de 539 700 dollars) le montant des ressources demandées au titre des installations et infrastructures ;**

b) Fournitures, services et matériel divers : les ressources proposées, d'un montant de 8 015 200 dollars, font apparaître une diminution de 12 806 400 dollars (61,5 %). Au 31 mars 2021, le montant total des dépenses enregistrées pour l'exercice

2020/21 s'élevait à 14 625 500 dollars, pour un montant alloué de 20 821 600 dollars. En outre, les ressources proposées pour 2021/22 au titre du fret et des frais connexes s'élèvent à 2 000 000 dollars ; les dépenses engagées à cette rubrique s'élevaient à 850 300 dollars au 31 mars 2021 pour un montant alloué de 2 551 100 dollars, tandis que pour l'exercice 2019/20 les dépenses engagées s'élevaient à 452 500 dollars pour un montant alloué de 3 600 900 dollars. **Le Comité consultatif recommande de réduire de 10 % (soit de 801 500 dollars) le montant des ressources demandées au titre des fournitures, services et matériel divers.**

**40. Sous réserve des observations et recommandations formulées au paragraphe 39 ci-dessus, le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant les dépenses opérationnelles soient approuvées.**

## V. Questions diverses

### *Cession des biens*

41. Le Secrétaire général indique que l'Opération a suivi les recommandations figurant dans le guide à l'intention des hauts responsables sur la clôture des entités sur le terrain et tenu compte des enseignements tirés des récentes liquidations d'autres missions de maintien de la paix. Il indique également que les instructions permanentes concernant la fermeture des camps et des bases d'opérations de la MINUAD, la restitution des locaux, des installations et des terrains et la cession des actifs servent de directives intégrant à la fois les leçons tirées de l'expérience et les meilleures pratiques recueillies et transmises par le Département de l'appui opérationnel du Secrétariat ainsi que celles acquises lors des précédentes réductions d'effectifs de la MINUAD au cours de la période 2017-2019. L'Opération a mis en place des systèmes pour répertorier toutes les décisions de retrait et de liquidation, et pour faire en sorte que l'on dispose de jeux de données complets permettant d'éclairer les évaluations et les rapports ultérieurs. Les enseignements tirés du retrait et de la liquidation de la MINUAD seront analysés par le Département de l'appui opérationnel et le Département des opérations de paix à l'issue des activités de liquidation, comme demandé par le Conseil de sécurité (ibid., par. 38).

42. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a reçu un document préliminaire indiquant la répartition des actifs et les modalités de cession pour l'exercice 2021/22 (voir le tableau ci-dessous). Il a été informé qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021, par l'intermédiaire d'une équipe spéciale se consacrant à ces activités, la personne responsable du pilier Biens superviserait, coordonnerait et contrôlerait la cession de 40 000 articles d'une valeur résiduelle totale estimée à 113 millions de dollars, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière. Les biens de l'Opération comprennent des biens immobiliers (37 millions de dollars), des immobilisations corporelles (51 millions de dollars), des équipements (12 millions de dollars) et des stocks (13 millions de dollars). Le Comité a également été informé que la MINUAD s'attendait à ce qu'à la fin de la période de liquidation, 100 % des activités relatives à la cession soient achevées, traitées et étayées par les documents pertinents, conformément aux objectifs trimestriels fixés, à savoir : a) d'ici au 30 septembre 2021, réduction des biens détenus de manière à ramener leur valeur en termes de coût historique à 273 millions de dollars et leur valeur résiduelle à 77 millions de dollars ; b) d'ici au 31 décembre 2021, réduction des biens détenus de manière à ramener leur valeur en termes de coût historique à 151 millions de dollars et leur valeur résiduelle à 41 millions de dollars ; c) d'ici au 31 mars 2022, réduction des biens détenus de manière à ramener leur valeur en termes de coût historique à 57 millions de dollars et leur valeur résiduelle à 15 millions de dollars ; d) d'ici au 30 juin 2022, achèvement de la cession de l'ensemble des biens.



## Répartition préliminaire des actifs de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour devant être cédés au cours de l'exercice 2021/22

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Modalités de cession</i>	<i>Nombre d'éléments</i>	<i>Valeur d'acquisition</i>	<i>Valeur résiduelle</i>	<i>Description</i>
Donation pendant le transfert de responsabilités	194	95	46	Biens immobiliers et infrastructures
	2 097	51	9	Immobilisations corporelles : bâtiments préfabriqués
	2 629	5	1	Équipement : climatiseurs, équipements installés
<b>Total partiel</b>	<b>4 920</b>	<b>151</b>	<b>56</b>	
Destruction ou transfert vers d'autres missions de maintien de la paix	1 069	27	6	Immobilisations corporelles : matériel informatique et matériel de communication, matériel de projection
	16 979	21	5	Équipement : matériel informatique et matériel de communication, protection pare-balles, matériel d'observation
<b>Total partiel</b>	<b>18 048</b>	<b>48</b>	<b>11</b>	
Biens préparés afin d'être vendus, transférés ou donnés	2 845	136	28	Immobilisations corporelles
	9 283	25	5	Matériel
	5 000	13	13	Stocks
<b>Total partiel</b>	<b>17 128</b>	<b>174</b>	<b>46</b>	
<b>Total</b>	<b>40 096</b>	<b>373</b>	<b>113</b>	

43. En ce qui concerne la cession du reliquat des éléments d'actif, le Comité consultatif a été informé que d'ici au 30 juin 2022, date de la fin de la période de liquidation, l'équipe de liquidation de l'Opération aura : achevé les activités de dépollution de l'environnement, la fermeture du camp d'El-Fasher et le transfert des responsabilités y relatives ; clôturé 100% des contrats de service ; mené à terme l'ensemble des principales activités de liquidation, y compris les tâches et affaires administratives, financières et juridiques ; rapatrié l'unité de gardes de la MINUAD et le matériel appartenant aux divers contingents ; procédé à la cession de l'ensemble des actifs restants. Les activités de liquidation restant à accomplir seront confiées à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et au Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda).

44. En ce qui concerne la collaboration entre la MINUAD et la Base de soutien logistique de Brindisi en vue de l'achèvement du traitement administratif des activités de liquidation des biens dans Umoja après la fermeture et la restitution de chaque base d'opération, le Comité consultatif a été informé que ces activités devraient être terminées d'ici le 30 juin 2022. L'équipe de liquidation de la MINUAD s'occupera de la cession d'actifs représentant une valeur d'acquisition de 373 millions de dollars et une valeur résiduelle de 113 millions de dollars, ainsi que des activités résiduelles liées à l'expédition des actifs vers d'autres missions, aux ventes à l'équipe de pays des Nations Unies et à la vente commerciale ou au don des actifs restants. En outre, le Comité a été informé qu'une équipe d'inspection mixte composée de représentants de la Base de soutien logistique de Brindisi et de la MINUAD procédera à une inspection et à une évaluation technique de l'état de tous les biens de grande valeur qu'il est prévu d'intégrer à la réserve stratégique. En coordination avec la Base de



soutien logistique de Brindisi, les moyens qui n'ont pas besoin d'être remis en état seront envoyés à Entebbe en vue d'un déploiement imminent dans d'autres missions, tandis que les moyens qui doivent être remis en état seront envoyés à la Base de soutien logistique de Brindisi, pour y être remis en état et certifiés avant d'être déployés. Les actifs excédentaires, notamment les pièces de rechange et les biens de grande valeur seront transférés à la Base de soutien logistique de Brindisi et aux missions de maintien de la paix qui en font la demande, le cas échéant. Le Comité a été informé que les activités résiduelles liées à la cession des actifs seront transférées à la Base de soutien logistique de Brindisi, à savoir notamment la réception des confirmations des entités bénéficiaires, l'achèvement des transactions et de la documentation, y compris la préparation du dernier rapport d'exécution concernant les actifs de l'Opération.

45. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que de mauvais résultats concernant l'indice de performance en matière de gestion du matériel compromettraient de façon significative le retrait et la cession des actifs et que, afin d'atténuer ce risque, la MINUAD avait fourni au Siège de l'Organisation des informations concernant la cession des actifs et des équipements. Le Comité a appris que la MINUAD informait la Base de soutien logistique de Brindisi de l'état d'avancement de l'exécution du plan préliminaire de cession des actifs ainsi que de l'avancement de l'application, sur site ou hors site, des recommandations formulées par la Base concernant la période de retrait. En outre, il a appris que la MINUAD collaborait avec le gouvernement soudanais, par l'intermédiaire du groupe de travail sur le retrait, au recensement des possibles bénéficiaires de dons d'actifs de la MINUAD et organisait la cession des actifs dans le cadre de ventes à l'équipe de pays des Nations Unies, à d'autres États Membres et à des organisations non gouvernementales.

**46. Le Comité consultatif estime que le prochain rapport sur l'exécution du budget devrait contenir des informations complètes et transparentes sur la répartition de l'ensemble des actifs de la MINUAD et sur leur cession, notamment sur la valeur comptable des actifs, sur les actifs ayant fait l'objet d'un don et sur les recettes générées par les actifs ayant été vendus, et des détails sur tout remboursement ou recouvrement de coûts au titre des actifs transférés à d'autres missions ou opérations (voir également A/75/822, par. 76).**

#### *Lutte antimines*

47. Le Secrétaire général indique que le Bureau de la neutralisation des explosifs et des munitions du Service de la lutte antimines appuiera la sortie responsable de l'Opération du camp d'El-Fasher pendant la période allant de juillet à septembre 2021. La MINUAD a demandé au Bureau de détruire les munitions excédentaires appartenant aux contingents et qu'elle a décidé de ne pas rapatrier. Pour accomplir cette tâche, le Bureau comptera sur un effectif réduit comprenant un fonctionnaire recruté sur le plan international et trois fonctionnaires recrutés sur le plan national (A/75/867, par. 14). Le Comité consultatif a reçu des informations concernant les besoins en personnel du Bureau et le calendrier des activités de destruction des munitions d'armes légères et de petit calibre et des munitions périmées, qui indiquent notamment que toutes ces activités devraient être achevées d'ici au 30 septembre 2021. Ayant demandé des précisions, il a par ailleurs été informé que les dépenses prévues au titre des services de détection des mines et de déminage pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2021 (439 300 dollars) comprenaient les dépenses de personnel, des dépenses en lien avec des tierces parties, les dépenses de fonctionnement et les honoraires du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). On lui a en outre fait savoir que les programmes du Service de la lutte antimines étaient exécutés en partenariat avec l'UNOPS,

conformément au mémorandum d'accord général conclu entre le Secrétariat et l'UNOPS, et que ce dernier était responsable du recrutement et de la gestion du personnel du Bureau de la neutralisation des explosifs et des munitions et de la fourniture de divers services.

48. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 décembre 2020, date à laquelle la MINUAD et le Bureau de la neutralisation des explosifs et des munitions ont cessé leurs activités, les réalisations comprenaient notamment le repérage et la neutralisation d'engins explosifs, la sensibilisation aux risques liés à ces dispositifs, l'assistance aux victimes, la gestion des armes et des munitions et le renforcement des capacités nationales. Il a également appris que c'était désormais au Centre national de lutte antimines, qui bénéficierait du soutien de la MINUATS, qu'il incombait de détruire les restes explosifs de guerre se trouvant dans les localités restantes, et que celui-ci était en outre responsable, depuis le 31 décembre 2019, des tâches ayant trait à la sensibilisation aux risques liés aux engins explosifs et à l'assistance aux victimes, auparavant assumées par le Bureau de la neutralisation. En ce qui concerne les activités de renforcement des capacités nationales, celles-ci relèvent, depuis le 31 décembre 2020, de la composante Lutte antimines de la MINUATS, le Bureau de la neutralisation ayant par ailleurs collaboré étroitement avec le Centre national de lutte antimines pour accroître les capacités de son personnel en matière de gestion des opérations, fournir aux parties intéressées une formation de base à la neutralisation des explosifs et munitions et donner aux organisations non gouvernementales nationales les moyens de répondre de façon indépendante à tout besoin résiduel. **Le Comité consultatif compte que des informations actualisées seront communiquées dans le prochain rapport d'exécution.**

#### *Activités relatives aux programmes*

49. Le Comité consultatif rappelle qu'il a été informé que, comme la réduction des effectifs de l'Opération se faisait lors d'une phase postérieure au mandat et afin d'appliquer les paragraphes 8 et 9 de la résolution [2559 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité, l'Opération, en consultation avec l'équipe de pays des Nations Unies et la MINUATS, avait établi une équipe intégrée multifonctionnelle chargée d'aider l'équipe de pays à superviser la clôture des activités relatives aux programmes qui étaient inachevées ([A/75/839](#), par. 12). Comme suite à ses questions, on lui a fait savoir qu'au 30 avril 2021, la MINUAD avait terminé le transfert des activités relatives aux programmes restantes et que, conformément aux dispositions figurant dans la résolution du Conseil de sécurité, aucune nouvelle activité de ce type n'avait été lancée après le 31 décembre 2020. En outre, dans le cadre de la transition et du retrait de la MINUAD, des dispositions appropriées ont été prises pour permettre à l'équipe de pays des Nations Unies de surveiller les activités résiduelles de la coopération programmatique qui avait été engagée par la MINUAD en 2020 mais n'avait pas pu être mise en œuvre en raison de la pandémie de COVID-19.

50. Le Comité consultatif a été informé que les membres de l'équipe de pays, en leur qualité de responsables des programmes, achèveraient les activités des équipes chargées de la liaison avec les États qui avaient été entamées avant le 31 décembre 2020 et qui concernaient les quatre domaines essentiels suivants : a) état de droit (police, justice et affaires pénitentiaires) ; b) résilience et moyens de subsistance ou solutions durables pour les populations déplacées et les communautés d'accueil ; c) accès immédiat des populations déplacées aux services de base ; d) droits humains. Il est prévu que les membres de l'équipe de pays finissent de s'acquitter de ces tâches d'ici au 31 mai 2021. Le Comité a également reçu des informations sur le cadre du transfert des activités résiduelles de la MINUAD à l'équipe de pays des Nations Unies et sur l'avancement de celles-ci, ainsi que sur l'état de la mise en œuvre des activités relatives aux programmes de la MINUAD au cours de l'exercice 2020/21. **Le Comité**

**consultatif compte que des informations actualisées seront communiquées dans le prochain rapport d'exécution.**

*Stratégie de fermeture des sites et de dépollution de l'environnement*

51. Le Secrétaire général indique qu'au 26 avril 2021, l'Opération avait physiquement fermé et remis au Gouvernement soudanais un total de neuf bases d'opérations, après y avoir mené les activités de dépollution de l'environnement nécessaires (y compris la récupération et l'élimination de toutes les matières dangereuses, dans le respect de l'environnement), et qu'elle devrait être en mesure de lui remettre comme prévu les cinq bases d'opérations restantes d'ici au 25 mai 2021 en vue de leur utilisation à des fins civiles, comme demandé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2559 (2020). Il fait également savoir que l'équipe environnementale de la MINUAD mettra en œuvre des processus de bout en bout pour toutes les questions relatives à l'environnement, à la gestion des déchets et à la sécurité sur le lieu de travail liées à la liquidation de l'Opération, notamment des évaluations environnementales de clôture, des inspections conjointes et le nettoyage des trois sites (d'ici à mars 2022 pour le terminal de l'aéroport d'El-Fasher utilisé par la MINUAD et à juin 2022 pour le camp d'El-Fasher et la décharge contrôlée de Zamzam, en vue de leur transfert). L'équipe environnementale mènera par ailleurs diverses autres activités et suivra de près les questions de sécurité environnementale et de sécurité au travail et en rendra compte, tandis que la MINUAD poursuivra un certain nombre d'activités de nettoyage et d'élimination des déchets, portant notamment sur l'inspection des entreprises locales engagées à cet effet, le but étant de veiller au respect des normes et critères en vigueur (A/75/867, par. 6 et 31).

52. Le Secrétaire général indique que la MINUAD procédera à l'assainissement de l'environnement et à la décontamination des sols du camp et du terminal de l'aéroport d'El-Fasher, de la décharge de Zamzam et de Port Soudan, en faisant essentiellement appel à des prestataires locaux, et que, pendant la phase de liquidation, elle coordonnera les questions environnementales avec le Siège de l'Organisation des Nations Unies et la Base de soutien logistique de Brindisi, ainsi qu'avec les institutions gouvernementales soudanaises concernées. (ibid., par. 32). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que l'Opération avait élaboré une stratégie de fermeture des sites et de dépollution de l'environnement en deux temps pour guider les activités entreprises en la matière, laquelle stratégie comporte une phase de nettoyage de grande ampleur et une phase de nettoyage final. D'après les informations reçues, la première phase consiste à se concentrer sur tous les grands aspects de la question que les opérations en cours sont le moins susceptibles d'affecter davantage, tels que le remblayage des fosses septiques et des étangs d'oxydation inutilisables ainsi que des anciennes fosses à ordures, la démolition des structures abandonnées et l'excavation puis le remblayage avec de la terre fraîche des sites pollués par du pétrole et du gazole. La phase de nettoyage final consiste quant à elle à régler tous les problèmes environnementaux restants et récurrents et, partant, à veiller à ce que les sites soient remis au Gouvernement dans un état semblable ou supérieur à celui dans lequel ils se trouvaient avant leur utilisation par l'Opération.

53. Le Comité consultatif a en outre été informé que l'Opération continuerait de recourir aux services d'une équipe spécialisée dans l'environnement, dirigée par le ou la spécialiste des questions d'environnement de la MINUAD, qui superviserait et coordonnerait toutes les activités de dépollution en étroite coordination avec le Siège de l'ONU, la Base de soutien logistique de Brindisi, le projet Assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques et les institutions gouvernementales soudanaises concernées. Ces opérations de nettoyage se feront dans le respect de la stratégie de fermeture des sites et de dépollution de l'environnement de la MINUAD, qui s'inspire des directives formulées par le

Département de l'appui opérationnel au sujet de la certification de la conformité environnementale et de la remise à disposition des sites des missions ou entités sur le terrain. Le ou la spécialiste des questions d'environnement de la MINUAD procédera par ailleurs à une évaluation environnementale de clôture afin de recenser tous les travaux de dépollution nécessaires et d'en confier la réalisation à l'entreprise prestataire retenue. L'équipe spécialisée dans l'environnement sera chargée de mener à bien des inspections périodiques des activités de nettoyage au cours de leur mise en œuvre, lesquelles seront suivies d'une inspection conjointe finale du site avant sa remise au Gouvernement, qui permettra de vérifier la bonne exécution des travaux et de consigner les activités menées dans un additif à l'évaluation environnementale de clôture. Les activités de dépollution de l'environnement s'achèveront par la délivrance d'un certificat de conformité aux normes environnementales signé par la MINUAD et le propriétaire du terrain ou le Gouvernement soudanais lors de la remise des locaux ou du site. En ce qui concerne l'élimination des déchets d'équipements électriques et électroniques, on a informé le Comité que ceux-ci faisaient l'objet d'accords d'utilisation exigeant que ces déchets soient détruits à la fin de leur durée d'utilité, et que, conformément aux accords en question, le démantèlement du matériel et l'extraction des composants électroniques étaient couverts par des protocoles d'élimination spécifiques en raison de l'extrême complexité de ces tâches et du niveau de spécialisation requis pour les effectuer.

**54. Le Comité consultatif souligne une fois de plus qu'il importe de respecter les règles et les règlements applicables, notamment, mais non exclusivement, les politiques et procédures des Nations Unies en matière de protection de l'environnement et de gestion des déchets, comme l'a demandé l'Assemblée générale au paragraphe 31 de sa résolution 70/286. Il compte que les activités de dépollution de l'environnement et la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques se feront en étroite coordination avec les autorités du pays hôte.**

#### *Enseignements à retenir*

55. Le Secrétaire général indique que l'Opération a mis en place des systèmes pour répertorier toutes les décisions de retrait et de liquidation, afin d'éclairer les évaluations et les rapports ultérieurs. Les enseignements tirés du retrait et de la liquidation de la MINUAD seront analysés par le Département de l'appui opérationnel et le Département des opérations de paix à l'issue des activités de liquidation, comme demandé par le Conseil de sécurité, et il est prévu qu'une étude à leur sujet soit menée conjointement par l'ONU et l'Union africaine au titre du Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, ce qui contribuera à l'engagement commun pris dans le cadre de l'initiative « Action pour le maintien de la paix » d'améliorer les partenariats en matière de maintien de la paix (ibid., par. 38 et 40 ; voir également les par. 15 et 41 ci-dessus).

56. En ce qui concerne l'application des enseignements tirés lors du transfert des sites et du matériel, le Comité consultatif a été informé qu'une attention particulière avait été accordée à un certain nombre de mesures, portant notamment sur la sensibilisation précoce des autorités et des communautés locales au retrait prochain de la MINUAD, sur le choix des utilisateurs civils qui hériteraient des bases, des installations et des biens de l'Opération, et sur la mise en place d'un accord-cadre entre la MINUAD et le Gouvernement garantissant l'utilisation à des fins exclusivement civiles des sites et du matériel remis.

**57. Bien que conscient de la longueur des périodes prévues pour le retrait des effectifs et la liquidation de l'Opération, le Comité consultatif estime qu'un**

certain nombre d'enseignements tirés de ces activités nécessitent un examen plus approfondi afin de pouvoir servir à des missions futures. Ces enseignements concernent notamment : la nécessité d'entamer plus tôt, dans la phase de retrait, la procédure visant à assurer la rétention des membres du personnel ayant des engagements permanents ou continus et leur mutation à des postes appropriés dans l'ensemble du Secrétariat (voir le par. 33 ci-dessus) ; la gestion et la cession des actifs, notamment la nécessité de dresser un inventaire détaillé des actifs, de déterminer la valeur optimale des actifs vendus et de garder une trace de tout recouvrement des coûts lié aux actifs transférés (voir le par. 46 ci-dessus) ; les stratégies de fermeture des sites et de dépollution de l'environnement (voir le par. 54 ci-dessus).

## VI. Conclusion

58. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la MINUAD pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020 sont énoncées à la section V du rapport sur l'exécution du budget ([A/75/865](#)). **Le Comité consultatif recommande que le montant de 5 213 000 dollars représentant le solde inutilisé de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020, ainsi que le montant de 9 731 900 dollars correspondant aux autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2020 soient portés au crédit des États Membres.**

59. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la MINUAD pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022 sont énoncées à la section IV du projet de budget ([A/75/867](#)). **Compte tenu des observations et recommandations qu'il a formulées dans le présent rapport, le Comité consultatif recommande que les crédits demandés soient réduits de 1 341 200 dollars et ramenés de 82 397 100 dollars à 81 055 900 dollars. Il recommande donc à l'Assemblée générale d'ouvrir des crédits de 81 055 900 dollars aux fins du fonctionnement de l'Opération pour l'exercice de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022.**

---